

Comité consultatif sur l'application des droits

Dix-septième session
Genève, 4 – 6 février 2025

L'IMPACT DE LA CONTREFAÇON SUR LE SECTEUR DE LA BIOTECHNOLOGIE

Proposition soumise par le groupe des pays d'Amérique latine et des Caraïbes (GRULAC)

1. Au regard des discussions menées lors de la seizième session du Comité consultatif sur l'application des droits (ACE) tenue du 31 janvier au 2 février 2024, sur le rôle central du comité dans la promotion et la protection des droits de propriété intellectuelle dans le monde entier et dans la promotion de l'innovation, de la créativité et du développement économique face à des problèmes mondiaux tels que le changement climatique, la perte de biodiversité, le développement durable et l'inclusion sociale, et conformément au document WIPO/ACE/16/19 (résumé de la présidente), le GRULAC soumet les éléments principaux d'une proposition d'activité pour la dix-huitième session de l'ACE, à inclure dans le deuxième des quatre points du programme de travail approuvé pour examen à la dix-septième session du comité.

I. OBJET

2. Organiser un débat au cours de la dix-huitième session de l'ACE, au siège de l'OMPI, avec un groupe d'experts internationaux composé de représentants des gouvernements, de la société civile, du monde universitaire et des entreprises, sur l'impact socioéconomique de la contrefaçon sur le secteur de la biotechnologie.

II. OBJECTIFS

3. Les objectifs du débat sont les suivants :

- a) sensibiliser à l'impact de la contrefaçon sur le secteur de la biotechnologie;

- b) recenser les outils d'élaboration des politiques et les stratégies de collaboration destinés à promouvoir l'accès légal aux intrants biologiques essentiels à l'innovation biotechnologique;
 - c) lutter contre les effets négatifs de la contrefaçon sur l'innovation, la croissance économique et la préservation de la biodiversité dans le secteur de la biotechnologie;
 - d) échanger des études de cas, des données d'expérience et des stratégies politiques entre les États membres; et
 - e) promouvoir des discussions équilibrées au sein de l'OMPI et dans le cadre de ses activités.
4. Format
- a) un séminaire, une table ronde ou un dialogue inscrits à l'ordre du jour du comité;
 - b) les intervenants et les pays participants seront sélectionnés en consultation avec les groupes régionaux, en veillant à une représentation équilibrée des États membres et des parties prenantes.

III. JUSTIFICATION

5. Le GRULAC propose ce débat en vue de renforcer l'engagement des États membres de l'OMPI dans la lutte contre toutes les formes d'atteintes à la propriété intellectuelle. Comme toutes les formes d'atteintes à la propriété intellectuelle liées à la bioéconomie, la contrefaçon dans le secteur de la biotechnologie viole également les droits patrimoniaux des titulaires de brevets, de marques, de dessins et modèles industriels, d'obtentions végétales et d'indications géographiques, affectant la sécurité juridique, augmentant le coût des transactions et réduisant les incitations à l'innovation.

6. La contrefaçon dans le secteur de la biotechnologie pose d'importants problèmes aux pays à grande diversité biologique, car elle porte atteinte à leurs intérêts économiques et écologiques. Non seulement elle porte atteinte aux droits de propriété intellectuelle des innovateurs, mais elle facilite également l'appropriation illicite de ressources génétiques et de savoirs traditionnels revêtant un caractère essentiel pour ces pays, contribuant ainsi aux pertes économiques, décourageant l'innovation et empêchant la réalisation des objectifs de développement durable (ODD).

7. Le Brésil, par exemple, estime à 2,4 milliards de dollars É.-U. les pertes annuelles découlant de la contrefaçon dans les secteurs liés à la bioéconomie. Le secteur de la biotechnologie, pierre angulaire de la bioéconomie, dépend d'un accès sûr et éthique aux ressources génétiques et aux savoirs traditionnels. L'appropriation illicite par l'intermédiaire d'activités de contrefaçon profite aux réseaux criminels impliqués dans le commerce illicite et met à mal le tissu socioéconomique des peuples autochtones et des communautés locales.

8. L'impact de la contrefaçon s'étend aux intrants biologiques en aval, essentiels aux progrès biotechnologiques, tels que les intrants agricoles, les produits pharmaceutiques et les technologies environnementales. La résolution de ces problèmes nécessite une coopération internationale propre à garantir que le système de la propriété intellectuelle favorise l'innovation et s'aligne sur les ODD.

9. Le débat proposé est conforme à la recommandation n° 45 du Plan d'action de l'OMPI pour le développement, qui souligne que :

“La protection et le respect des droits de propriété intellectuelle devraient contribuer à la promotion de l'innovation technologique et au transfert et à la diffusion de la technologie, à l'avantage mutuel de ceux qui génèrent et de ceux qui utilisent des connaissances techniques et d'une manière propice au bien-être social et économique”.

10. Le mandat du comité, comme il ressort du document WO/GA/28/7, consiste à se pencher sur les questions d'application au niveau mondial en matière de propriété industrielle et de droit d'auteur, tout en collaborant avec des organisations et le secteur privé pour lutter contre la contrefaçon et le piratage.

11. Compte tenu du potentiel de transformation de la bioéconomie et de sa dépendance fondamentale à l'égard de la biotechnologie, l'OMPI doit s'attaquer à la contrefaçon dans ce secteur afin de maintenir un régime de propriété intellectuelle équilibré qui respecte les dispositions juridiques relatives à la biodiversité, aux ressources génétiques et aux savoirs traditionnels qui y sont associés.

IV. RÉSULTATS ESCOMPTÉS

12. Les résultats escomptés sont les suivants :

- a) une meilleure prise de conscience de l'impact socioéconomique et écologique de la contrefaçon sur le secteur de la biotechnologie; et
- b) un engagement international renforcé pour lutter contre la contrefaçon dans le secteur de la biotechnologie tout en respectant les dispositions légales relatives à l'accès aux ressources génétiques et aux savoirs traditionnels associés.

[Fin du document]